

La gauche fribourgeoise à l'unisson

Socialistes, verts et chrétiens-sociaux ont scellé leur alliance samedi en vue des scrutins de l'automne



Avec ses candidats Carl-Alex Ridoré, Valérie Piller Carrard, Alizée Rey, Sophie Tritten, Jean-François Steiert et Sylvie Bonvin-Sansonnens (de gauche à droite), la gauche fribourgeoise a pour objectif de défendre le siège socialiste au Conseil des Etats et d'obtenir au minimum trois places au Conseil d'Etat.

Charles Grandjean

Elections Il flottait une ambiance de jour de noces, samedi sur la terrasse du Café des Arcades, à Fribourg. Soleil et mines radieuses étaient au rendez-vous pour annoncer à la presse l'officialisation de l'alliance de la gauche fribourgeoise pour les élections de l'automne.

Plus tôt dans la matinée, les états-majors du Parti socialiste, des Verts et du Centre gauche-PCS signaient la convention unissant leurs partis. Objectif: décrocher un minimum de trois sièges au Conseil d'Etat et conserver le siège socialiste au Conseil des Etats.

Dominante féminine

«J'ai presque envie de dire que nous sommes à un tournant historique», a déclaré la députée Martine Fagherazzi. La vice-présidente du PS fribourgeois a plaidé pour une représentation plus féminine et égalitaire, incluant jeunes et moins jeunes. «Nous nous trouvons à une année décisive pour changer les choses», a-t-elle poursuivi, en défendant des objectifs «clairs, ambitieux et réalistes».

Coprésident des Verts, Julien Vuilleumier lui a emboîté le pas, en relevant le caractère «très majoritairement féminin» de la liste de gauche – avec quatre femmes pour un homme – qui pourrait contribuer à un rééquilibrage des genres. Ainsi, les socialistes Alizée Rey et Valérie Piller Carrard, l'écologiste Sylvie Bonvin-Sansonnens et la chrétienne-sociale Sophie Tritten seront accompagnées du sortant socialiste Jean-François Steiert. Julien Vuilleumier a tiré un lien avec ce qu'il perçoit comme le dynamisme de mouvements plus progressistes, favorables à la cause des femmes, à davantage de justice sociale et environnementale: «Nos trois partis s'allient aujourd'hui pour défendre ces valeurs de gauche.»

L'alliance souhaite donc au minimum récupérer ce troisième siège de gauche perdu à la suite du départ de la conseillère d'Etat écologiste Marie Garnier, mais elle ne vise pas précisément l'un ou l'autre des cinq sièges de droite. «Nous avons un parti qui a changé son nom pour devenir Le Centre, mais qui n'est plus beaucoup au centre. Donc, on se rend compte qu'il devient de plus en plus difficile de faire passer des causes au niveau social», a toutefois avancé Martine Fagherazzi, pour justifier cette stratégie commune en vue d'un rééquilibrage gauche-droite. Les trois partis présentent également un front uni pour défendre la candidature du préfet socialiste Carl-Alex Ridoré dans sa course au Conseil des Etats. Là encore, l'argument de l'équilibre gauche-droite, avec «un canton qui marche sur ses deux pieds», a été mis en avant par plusieurs intervenants.

Les pieds du tabouret

Tout est question d'équilibre, à entendre la gauche unie. «J'ajoute l'image d'une alliance comme un tabouret à trois pieds», a renchéri pour sa part Diego Frieden, secrétaire politique du CG-PCS, pour souligner la «richesse de la diversité de la gauche».

Le chrétien-social a exprimé l'espoir qu'il porte dans l'alliance, tout en évoquant les difficiles défis sociaux qui attendent les élus: «La crise liée au Covid-19 a montré les conséquences sociales, économiques et environnementales qui sont malheureusement vouées à perdurer.» Diego Frieden a illustré son propos par certaines «vulnérabilités» de notre société, mises au grand jour lors de la crise, comme ces files de distribution de biens de première nécessité. «Cela a mis en évidence la nécessité d'un Etat fort, qui soit là pour protéger les citoyennes et citoyens, les activités économiques, et pour défendre l'environnement.»

Rebondissant sur ce point, le préfet de la Sarine, Carl-Alex Ridoré, a estimé que la diversité des expériences des candidats de gauche à l'Exécutif cantonal «permet de voir la société sous tous ses angles». Il y voit une force pour parvenir à «une action du service public cohérente». A cet égard, il a relevé la variété des profils de la liste, avec la présidente d'un Conseil général en la personne de Sophie Tritten, la conseillère communale Alizée Rey, la députée Sylvie Bonvin-Sansonnens, la conseillère nationale Valérie Piller Carrard, ainsi que le conseiller d'Etat sortant Jean-François Steiert.

Pour ce qui concerne les élections au Grand Conseil, les sections ou fédérations actives à l'échelle des districts gardent leur autonomie. Libres à elles de définir leur stratégie. Un budget commun, dont le montant doit encore être fixé, est en revanche prévu pour la campagne au Conseil d'Etat. «Les détails de la mise en œuvre de la campagne vont encore être discutés», précise Julien Vuilleumier.